

## Commission paritaire pour les entreprises de nettoyage et de désinfection

Convention collective de travail du 24 juin 1999 relative à la prépension sectorielle, à partir de l'âge de 56 ans en vue de promouvoir l'emploi, en exécution du protocole de convention collective de travail du 6 mai 1999 relative à l'emploi et à la formation en exécution du Chapitre II section IV de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

### CHAPITRE 1er. - Champ d'application

Article 1er - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire pour les entreprises de nettoyage et de désinfection, petites et moyennes entreprises et autres.

Par "ouvriers" sont visés les ouvriers et ouvrières.

Art. 2. - La convention collective de travail s'applique à tous les ouvriers liés par un contrat de travail de façon ininterrompue à une entreprise du secteur du nettoyage et de la désinfection pour autant :

- 1) qu'ils puissent justifier, au moment de la fin du contrat de travail, un passé professionnel de 33 ans en tant que salarié;
- 2) qu'ils puissent prouver au moment de la fin du contrat de travail, qu'ils ont travaillé au minimum pendant 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1er de la convention collective de travail n° 46 conclue le 23 mars 1990 et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990.
- 3) qu'ils puissent prétendre à une allocation de chômage;
- 4) qu'ils répondent aux conditions d'âge et d'ancienneté prévues à l'article 5, ainsi qu'à celles fixées à l'unanimité par le Conseil d'Administration du Fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds Social pour les Entreprises de Nettoyage et de Désinfection" en cas de besoin.

### CHAPITRE II. - Objectif

Art. 3. - Cette convention collective de travail a pour objet d'instaurer un régime de prépension avec embauche compensatoire en vue de promouvoir prioritairement l'emploi des jeunes et des chômeurs.

Elle a été mise au point en prenant pour base :

- a) la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 conclue au sein du Conseil National du Travail, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 16 janvier 1975 (*Moniteur belge* du 31 janvier 1975);
- b) l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à la l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle (*Moniteur belge* du 11 décembre 1992);
- c) le code des impôts sur les revenus 1992 (notamment la sous-section III ter du titre II, chapitre III, section I).

NETTOYAGE-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTRE

15-07-1999

01-12-1999

53.114

16/12/1

### CHAPITRE III. - *Financement et garantie*

Art. 4. - Afin de répartir les charges des prépensions susceptibles d'être accordées, les interlocuteurs sociaux ont décidé de mettre à charge du "Fonds Social pour les Entreprises de Nettoyage et de Désinfection", la responsabilité d'accorder ou de refuser de prendre en charge le paiement de l'indemnité complémentaire de prépension jusqu' à leur terme (âge où le prépensionné peut prétendre à une pension de retraite).

Les interlocuteurs sociaux ont la ferme intention de réaliser cet objectif dans le cadre d'un budget de 27 millions pour 1999 et d'un budget de 27 millions pour 2000 dont dispose ou disposera le "Fonds Social pour les Entreprises de Nettoyage et de Désinfection". Ils déclarent que c'est dans cette optique que devront agir les membres du Conseil d'Administration du Fonds. Pour éviter tout problème, il est décidé que le montant nécessaire au paiement de chaque prépensionné ou de chaque prépensionnée jusqu'à l'âge de la retraite devra être budgétisé dès le départ en tenant compte d'un intérêt réel (différence entre l'intérêt financier et l'inflation) de 2 p.c., déduit de l'enveloppe disponible et placé sur un compte distinct.

### CHAPITRE IV. - *Conditions d'âge et de fidélité au secteur*

Art. 5. - Les ouvriers qui sont âgés de 56 ans et qui justifient d'une présence dans le secteur suffisante pour qu'ils aient, au cours des 10 dernières années bénéficié de 5 primes de fin d'année dont une au moins au cours des deux dernières années, pourront bénéficier des dispositions de cette convention collective de travail, dès qu'ils auront reçu l'accord du Conseil d'Administration du Fonds pour une éventuelle prise en charge de leurs indemnités de prépension.

Pour l'application du présent article pour la détermination de la fidélité au secteur, les périodes d'interruption de carrière sont neutralisées.

Art. 6. - Les employeurs s'engagent à :

a) accorder la prépension-licenciement dont il est question ici aux travailleurs qui auront reçu l'accord du Conseil d'Administration du Fonds pour une éventuelle prise en charge de leurs indemnités de prépension;

b) les remplacer dans le cadre défini par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 (*Moniteur belge* du 11 décembre 1992) relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

### CHAPITRE V *Montant de l'indemnité complémentaire de la prépension, non-cumul, retenue éventuelle*

Art. 7. - § 1. Les ouvriers qui répondent aux conditions fixées aux articles 2, 5 et 6 ont droit à une indemnité complémentaire égale au résultat de l'opération suivante :

Revenu à garantir =  $1/2$  (rémunération nette de référence - allocation de chômage),

avec comme minimum, une indemnité forfaitaire mensuelle indexée de 7.152 BEF (177,2934 EURO) à charge du "Fonds Social pour les Entreprises de Nettoyage et de Désinfection".

Le montant de l'indemnité complémentaire est fixé au moment où le droit à cette indemnité en faveur de travailleur concerné prend cours. Dès qu'il est fixé, ce montant ne peut être modifié que par une adaptation à l'évolution de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en la matière aux allocations de chômage, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 et à la suite de la révision annuelle par le Conseil national du Travail, en fonction de l'évolution des salaires conventionnels.

H

La rémunération nette de référence du prépensionné se calculera sur base de la formule suivante:

(Salaire brut annuel déclaré à l'O.N.S.S. au cours des 12 mois qui précèdent la demande de prépension)

\_\_\_\_\_ x 21,65 x 1.095

Nombre de jours prestes au cours de la même période

§ 2. Dès qu'ils jouissent d'une indemnité complémentaire de prépension à charge du "Fonds Social pour les Entreprises de Nettoyage et de Désinfection", les ouvriers membres d'une des organisations représentatives des travailleurs fédérées sur le plan national, ne peuvent plus prétendre à une allocation complémentaire de chômage, ni à l'indemnité spéciale aux ouvriers en cas de licenciement pour raisons économiques à charge de ce même fonds.

#### CHAPITRE VI. - *Embauche compensatoire*

Art. 8. - L'employeur dont un ou plusieurs ouvriers peuvent bénéficier des dispositions reprises ci-dessus doit remettre à ce ou ces ouvriers en même temps que les autres documents appropriés destinés à l'O.N.E.M., un ou des formulaire(s) "C4 Prépension" dûment complétés, c'est-à-dire une ou des déclaration(s) par lesquelles il s'engage à le(s) remplacer durant la période fixée (en principe 36 mois) par une ou des personnes répondant aux critères fixés par l'article 3 § 2 de l'arrêté royal du 30 juillet 1994 (*Moniteur belge* du 10 août 1994).

#### CHAPITRE VII. - *Cotisation patronale spéciale*

Art. 9. - Les cotisations spéciales sont supportées par le Fonds Social des Entreprises de Nettoyage et de Désinfection.

#### CHAPITRE VIII. - *Durée*

**Art. 11.** - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er mai 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

## Paritair comité voor de schoonmaak- en ontsmettingsondernemingen

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 1999 betreffende het sectorieel brugpensioen vanaf de leeftijd van 56 jaar met het oog op de bevordering van de tewerkstelling, in uitvoering van het protocol van collectieve arbeidsovereenkomst van 6 mei 1999 betreffende de tewerkstelling en vorming, in uitvoering van Hoofdstuk II afdeling IV van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen.*

### HOOFDSTUK I - Toepassingsgebied

**Artikel 1.** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeiders uit de ondernemingen welke onder het Paritair Comité voor de schoonmaak- en ontsmettingsondernemingen ressorteren, kleine en middelgrote ondernemingen en andere.

Onder "arbeiders" verstaat men de arbeiders en arbeidsters.

Art. 2. - De collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle arbeiders die gedurende een ononderbroken periode verbonden door een arbeidscontract met een onderneming uit de sector schoonmaak en ontsmetting voor zover dat:

- 1) zij op het ogenblik van de beëindiging van hun arbeidsovereenkomst, een beroepsverleden als loontrekkende van 33 jaar kunnen rechtvaardigen;
- 2) zij op het ogenblik van de beëindiging van hun arbeidsovereenkomst kunnen aantonen dat zij minimaal 20 jaar gewerkt hebben in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46, gesloten op 23 maart 1990 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990;
- 3) zij kunnen genieten van een werkloosheidsvergoeding;
- 4) zij voldoen aan de anciënniteitsvoorwaarden voorzien in artikel 5, alsook aan deze eenparig vastgesteld door de raad van beheer van het fonds voor bestaanszekerheid, genoemd "Sociaal Fonds voor de Schoonmaak- en Ontsmettingsondernemingen" zo nodig.

### HOOFDSTUK II - Doelstelling

Art. 3. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als doel een brugpensioenregeling in te stellen met compenserende aanwerving om bij voorrang de tewerkstelling van de jongeren en de werklozen te bevorderen.

Zij werd op punt gesteld op basis van:

- a) de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, bekrachtigd door het koninklijk besluit van 16 januari 1975 (*Belgisch staatsblad* van 31 januari 1975);
- b) het koninklijk besluit van 7 december 1992 met betrekking tot de toekenning van werkloosheidsvergoedingen in geval van conventioneel brugpensioen (*Belgisch Staatsblad* van 11 december 1992);
- c) het wetboek van de inkomstenbelasting 1992 (in 't bijzonder de onderafdeling III ter van de titel II, hoofdstuk III, afdeling I).

REGISTRARIS / REGISTRARIS

01-12-1999

53.114

16/12/99

### HOOFDSTUK III - *Financiering en waarborg*

Art. 4. - Teneinde de lasten van de eventueel toe te kennen brugpensioenen te verdelen, hebben de sociale partners beslist de verantwoordelijkheid te geven aan het "Sociaal Fonds voor de Schoonmaak- en Ontsmettingsondernemingen" de ten laste neming van de betaling van de bijkomende brugpensioenvergoeding tot op termijn (leeftijd waarop de bruggepensioneerde op het rustpensioen kan aanspraak maken), te aanvaarden of te weigeren.

De sociale partners zijn vastbesloten deze doelstelling te realiseren in het kader van een budget van 27 miljoen voor 1999 en van 27 miljoen voor 2000 waarover het "Sociaal Fonds voor de Schoonmaak- en Ontsmettingsondernemingen" beschikt of zal beschikken. Zij verklaren dat de leden van de raad van beheer van het fonds in dit opzicht zullen moeten handelen. Teneinde elk probleem te vermijden, wordt er beslist dat het totaal bedrag dat nodig is voor de uitbetaling van elke bruggepensioneerde tot op de leeftijd van het rustpensioen, zal moeten gebudgetteerd worden vanaf het vertrek, rekening houdend met een werkelijke rentevoet (verschil tussen de financiële interest en de inflatie) van 2 pct. verminderd op de beschikbare "enveloppe" en geplaatst op een afzonderlijke rekening.

### HOOFDSTUK IV - *Leeftijd- en getrouwheidsvoorwaarden aan de sector*

Art. 5. - De arbeiders die de leeftijd van 56 jaar hebben bereikt en meer, en die een aanwezigheid in de sector rechtvaardigen die voldoende is geweest om in de loop van de 10 laatste jaren, 5 eindejaarspremies verkregen te hebben waaronder minstens één tijdens de laatste twee jaar, zullen van de beschikkingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen genieten, zodra zij de toestemming van de Raad van beheer van het Fonds hebben gekregen om een eventuele ten laste neming van hun brugpensioenvergoedingen.

Voor de toepassing van dit artikel worden, voor de berekening van de getrouwheid aan de sector, de periodes van loopbaanonderbreking geneutraliseerd.

Art. 6. - De werkgevers verbinden zich ertoe:

a) de brugpensioen-afganking waarvan hier sprake is toe te kennen aan de werknemers die hiervoor toestemming hebben gekregen van de Raad van Beheer van het fonds voor een eventuele ten laste neming van hun brugpensioenvergoedingen;

b) ze te vervangen in het raam bepaald door het koninklijk besluit van 7 december 1992 (*Belgisch Staatsblad* 11 december 1992) betreffende de toekenning van werkloosheidsvergoedingen bij conventioneel brugpensioen.

### HOOFDSTUK V

#### *Bedrag van de bijkomende brugpensioenvergoeding, geen cumul, eventuele afhouding*

Art. 7. - § 1. De arbeiders die beantwoorden aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 2, 5 en 6 hebben recht op een aanvullende vergoeding die gelijk is aan het resultaat van de volgende bewerking:

te waarborgen inkomen =  $1/2$  (netto referteloon - werkloosheidsuitkering),

met als minimum een forfaitaire maandelijkse geïndexeerde vergoeding van 7.152 BEF (177,2934 EURO) ten laste van het "Sociaal Fonds voor de Schoonmaak- en Ontsmettingsondernemingen".

Het bedrag van de aanvullende vergoeding wordt vastgesteld op het ogenblik dat het recht op die vergoeding voor de betrokken werknemer ingaat. Zodra het bedrag is vastgesteld kan het alleen nog gewijzigd worden door een aanpassing aan de ontwikkeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de modaliteiten van toepassing inzake werkloosheidsvergoedingen, overeenkomstig de beschikkingen van de wet van 2 augustus 1971 en als gevolg van de jaarlijkse herziening door de Nationale Arbeidsraad, in het licht van de ontwikkeling van de regelingslonen.

Het netto **referteloon** van de bruggepensioneerde wordt berekend op basis van volgende formule:

(Bruto jaarloon aangegeven aan de  
R.S.Z. tijdens de laatste 12 maanden  
die zijn voorafgegaan aan de aanvraag  
van brugpensioen)

\_\_\_\_\_ x 21,65 x 1.095

Aantal gepresteerde dagen tijdens  
dezelfde période

§ 2. Zodra zij genieten van een bijkomende vergoeding brugpensioen ten laste van het "Sociaal Fonds voor de Schoonmaak- en **Ontsmettingsondernemingen**" zullen de arbeiders lid van één van de representatieve werknemersorganisaties gefedereerd op het nationaal vlak, niet meerde bijkomende werkloosheidsvergoeding, noch de bijzondere vergoeding voor arbeiders in geval van ontslag om economische redenen ten laste van het Fonds kunnen genieten.

#### HOOFDSTUK VI - *Compenserende aanwerving*

**Art.8.** - De werkgever **waarvan** één of meerdere arbeiders kunnen genieten van de bovenvermelde beschikkingen **moet** aan deze arbeider(s) **samen** met de andere geschikte documenten bestemd voor de R.V.A. één of meer formulier(en) "C 4 Brugpensioen" zorgvuldig ingevuld overhandigen, dit wil zeggen één of meer verklaringen door dewelke hij zich verbindt hem (hen) te **vervangen** tijdens de bepaalde période (in principe 36 maanden) door één of meer personen die aan de criteria bepaald in artikel 3 § 2 van het koninklijk besluit van 30 juli 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 10 augustus 1994) beantwoorden.

#### HOOFDSTUK VII - *Bijzondere werkgeversbijdragen*

Art. 9. - De bijzondere werkgeversbijdragen, worden gedragen door het Sociaal Fonds van de Schoonmaak en de Ontsmettingsondernemingen.

#### HOOFDSTUK VIII - *Geldigheid*

**Art. 11.** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 mei 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.